

Dentons Canada s.e.n.c.r.l.  
1, Place Ville Marie, bureau 3900  
Montréal (Québec) H3B 4M7  
T +1 514 878 8800  
F +1 514 866 2241

**PAR COURRIEL****SOUS TOUTES RÉSERVES**

Le 22 mai 2015

No de dossier : 644008-18

Me Sonia LeBel  
Procureure en chef  
Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans  
l'industrie de la construction  
500, boul. René-Lévesque Ouest  
9e étage, bureau 9.100  
Montréal (Québec) H2Z 1W7

**Objet : Représentations de M. Éric Giguère en réponse au préavis amendé de conclusions défavorables**

Chère consœur,

Nous sommes les procureurs de M. Éric Giguère qui nous a donné instructions de vous faire des représentations écrites en réponse au préavis amendé de conclusions défavorables en vertu de l'article 82 des *Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction* reçu le 14 avril 2015.

Dans ce préavis, vous exposez que les commissaires pourraient tirer les conclusions suivantes concernant M. Éric Giguère :

1. D'avoir participé, pour Doncar, à un système de partage des contrats publics de construction à la Ville de Laval, notamment :
  - a) D'avoir versé à Roger Desbois une ristourne en argent comptant pour le PRO des Lavallois, calculée sur la valeur des contrats obtenus par Doncar à la Ville de Laval;
2. D'avoir participé, au nom de Grands Travaux Soter (« **GTS** »), à un système de collusion à la Ville de Montréal, notamment dans le secteur de l'asphalte en participant à des rencontres avec vos concurrents afin de décider du partage des territoires;
3. D'avoir offert, au nom de GTS, des avantages et des cadeaux à des fonctionnaires de la Ville de Montréal et du MTQ, notamment des voyages de chasse sur l'Île d'Anticosti, en contrepartie (sic) de bénéfices dans le cadre de leurs relations contractuelles.

Pour les motifs exposés ci-dessous, nous sommes d'avis que la preuve administrée devant la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (la « **Commission** ») est insuffisante et ne permet d'aucune façon de tirer les conclusions défavorables ou de mauvaise conduite énoncées précédemment à l'égard de M. Éric Giguère.

Dans les circonstances, si des conclusions défavorables ou de mauvaise conduite à l'égard de M. Éric Giguère devaient être tirées, nous sommes d'avis que celles-ci seraient *ultra vires* de la compétence de la Commission, hautement hypothétiques et relèveraient de la conjecture, à un point tel qu'elles ne sauraient rencontrer la mission de découverte de la vérité confiée à la Commission.

Au surplus, nous portons à votre attention que le fait de rendre de telles conclusions publiques, sur le fondement d'une preuve n'ayant pas la force probante suffisante porterait un préjudice sérieux et irréparable à M. Éric Giguère.

### **Préambule**

D'emblée, il importe de souligner que M. Éric Giguère n'est pas et n'a jamais été administrateur ou dirigeant, ni même employé de GTS et qu'il n'agit pas et n'a jamais agi à titre de représentant de celle-ci. Par conséquent, M. Éric Giguère vous soumet que les conclusions défavorables #2 et 3 énoncées au préavis amendé sont fausses ou erronées.

Quant à Doncar Construction inc. (« **Doncar** »), bien qu'il était administrateur, secrétaire et trésorier de cette entreprise jusqu'au 7 juin 2012, M. Éric Giguère soumet qu'il n'exerçait aucun contrôle sur les orientations stratégiques de celle-ci. Doncar est une entreprise familiale fondée par M. Joseph (Jos) Giguère dans laquelle M. Éric Giguère avait une implication très limitée, puisque M. Joseph Giguère était l'actionnaire majoritaire et contrôlait l'ensemble des décisions prises jusqu'en décembre 2011.

### **L'insuffisance de la preuve administrée à l'encontre de M. Éric Giguère**

Au stade de la « pré-enquête », M. Éric Giguère a collaboré avec la Commission, a témoigné devant les commissaires et il a réfuté l'ensemble des allégations formulées contre lui.

### **Allégations relatives à un système de partage des contrats publics de construction à la Ville de Laval (conclusion #1)**

M. Éric Giguère n'a pas participé pour Doncar à un système de partage des contrats publics de construction à la Ville de Laval et la preuve administrée devant la Commission ne permet pas de conclure en ce sens.

La seule preuve administrée à l'encontre de M. Éric Giguère sur ce point est le témoignage de M. Roger Desbois, alors chez Tecsalt, qui relate qu'à une reprise au début 2003, M. Éric Giguère se serait présenté à son bureau pour lui remettre une somme d'argent.<sup>1</sup> Selon M. Desbois, cette somme d'argent aurait été versée à titre de ristourne pour le parti PRO des Lavallois du maire Vaillancourt et aurait été calculée sur la valeur d'un contrat obtenu par Doncar auprès de la Ville de Laval.

Nous vous soumettons que cette preuve non corroborée est nettement insuffisante pour fonder la conclusion défavorable #1 contenue au préavis amendé reçu par M. Éric Giguère. La Commission ne peut tirer une inférence de cette preuve à l'effet que M. Éric Giguère aurait participé de quelque manière que ce soit à un système de partage des contrats publics de construction à la Ville de Laval.

---

<sup>1</sup> Témoignage de M. Roger Desbois, 21 mai 2013, aux pp 76 et 83.

D'ailleurs, M. Desbois a lui-même confirmé que Doncar n'était pas « actif » sur le marché de la Ville de Laval, ce qui tend à démontrer que Doncar refusait de participer au prétendu système de partage des contrats publics.

#### Allégations relatives à un système de collusion à la Ville de Montréal (conclusion #2)

M. Éric Giguère n'a pas non plus participé, pour GTS ou pour quiconque, à un système de collusion à la Ville de Montréal, il n'était présent à aucune réunion avec les concurrents du secteur de l'asphalte afin de décider du partage des territoires et, là encore, la preuve administrée devant la Commission ne permet pas de conclure en ce sens.

La seule preuve administrée devant la Commission à l'encontre de M. Éric Giguère spécifiquement sont les témoignages de MM. Gilles Théberge et Normand Bédard, tous deux à l'emploi de Sintra à l'époque de leurs allégations. M. Théberge a allégué que M. Éric Giguère aurait participé, avec des concurrents oeuvrant dans cette industrie, à une répartition des projets de planage octroyés sur le territoire de la Ville de Montréal, alors que M. Bédard a affirmé qu'une entente aurait existé avec M. Éric Giguère à l'effet qu'il ne soumissionnerait pas dans la région de l'Estrie pour certains contrats d'autres natures.<sup>2</sup>

Or, en matière de travaux d'asphaltage et de pavage, les nombreux témoins oeuvrant dans l'industrie ont expliqué devant la Commission que la distance entre l'usine où l'entrepreneur s'approvisionne et le chantier a un impact majeur sur les coûts de transport et, ultimement, sur le prix de la soumission. C'est principalement pour ce motif que les prix des soumissions pouvaient varier et ce n'est donc pas en raison de quelque entente que ce soit que M. Éric Giguère choisissait de soumissionner sur certains contrats plutôt que d'autres.

Enfin, tel que mentionné précédemment, M. Éric Giguère n'est pas et n'a jamais été administrateur ou dirigeant, ni même employé de GTS et il n'agit pas et n'a jamais agi à titre de représentant de celle-ci.

#### Allégations relatives aux avantages et cadeaux qui auraient été offerts à des fonctionnaires de la Ville de Montréal et du MTQ (conclusion #3)

M. Éric Giguère n'a pas offert, au nom de GTS ou de quiconque, des avantages ou des cadeaux à des fonctionnaires de la Ville de Montréal ou du MTQ qui auraient été offerts ou donnés en contrepartie de bénéfices dans le cadre de leurs relations contractuelles.

Là encore, M. Éric Giguère n'est pas et n'a jamais été administrateur ou dirigeant, ni même employé de GTS et il n'agit pas et n'a jamais agi à titre de représentant de celle-ci.

De plus, M. Éric Giguère n'a jamais participé à des voyages de chasse sur l'Île d'Anticosti. Il n'apparaît d'ailleurs pas sur les photos des voyages qui ont été déposées devant la Commission.

Dans le cadre du témoignage qu'il a rendu devant les commissaires, M. Éric Giguère a fait état des seuls cadeaux qui, à sa connaissance, auraient été offerts à des fonctionnaires de la Ville de Montréal par l'entremise de Construction Soter inc., dont la valeur variait de 15 \$ à 200 \$ par année. Selon M. Éric

---

<sup>2</sup> Témoignage de M. Gilles Théberge, 23 mai 2013, aux pp 248 et 260 et témoignage de M. Normand Bédard, 9 avril 2014, aux pp 79-83.

Giguère, ces cadeaux étaient offerts comme ils l'auraient été à n'importe quel client et il n'y voyait pas une manière d'obtenir quelque bénéfice que ce soit de la part de ces fonctionnaires.

M. Éric Giguère a également reconnu avoir développé une amitié avec M. Luc Leclerc avec qui il jouait au golf régulièrement plusieurs fois par année. Il a ajouté que M. Leclerc invitait M. Gilles Surprenant à se joindre à eux. M. Éric Giguère a toutefois nié avoir déboursé les frais du voyage de golf à Varadero (Cuba) en 2001 et a fourni toute la documentation accessible afin de démontrer que M. Leclerc et M. Surprenant ont remboursé les frais de leur voyage<sup>3</sup>.

De même, M. Éric Giguère a nié avoir déboursé les frais du voyage à Munich (Allemagne) en 2004 pour M. Leclerc et a fourni toute la documentation accessible afin de démontrer que ce dernier a remboursé les frais de son voyage<sup>4</sup>.

Enfin, M. Éric Giguère a nié avoir remis quelque somme d'argent que ce soit à M. Leclerc afin de retirer un bénéfice dans le cadre de ses relations contractuelles.

Selon M. Éric Giguère, il n'a jamais retiré aucun bénéfice dans le cadre de ses relations contractuelles avec la Ville de Montréal de la relation d'amitié qu'il entretenait avec M. Luc Leclerc ou encore, de cadeaux qui auraient été offerts ou versés à des fonctionnaires. Cette affirmation de M. Éric Giguère est corroborée par le témoignage de M. Leclerc qui a répété à de multiples reprises que, dans les secteurs du pavage et des trottoirs, il n'y avait pas de « zones grises » qui auraient permis à M. Leclerc de forger des réclamations. M. Leclerc a ajouté relativement au service qu'il a qualifié de « cinq étoiles » que tous les entrepreneurs en bénéficiaient que ceux-ci lui remettent des sommes d'argent ou non.<sup>5</sup>

Par conséquent, nous vous soumettons que la preuve administrée devant la Commission est nettement insuffisante pour permettre à la Commission de tirer les conclusions défavorables ou de mauvaise conduite énoncées précédemment à l'égard de M. Éric Giguère.

### **Les conclusions défavorables envisagées sont *ultra vires* de la compétence de la Commission**

L'article 6 de la *Loi sur les commissions d'enquête* (RLRQ c C-37, la « LCE ») prévoit que, dans le cadre de sa mission visant à découvrir la vérité, le rapport des commissaires doit faire état de la « preuve reçue ».

« 6. Afin de découvrir la vérité, les commissaires peuvent, par tous les moyens légaux qu'ils jugent les meilleurs, s'enquérir des choses dont l'investigation leur a été déferée.

<sup>3</sup> Voir les extraits du registre comptable relatifs à la Banque Laurentienne fournis lors du témoignage de M. Éric Giguère le 12 décembre 2012, la lettre du 13 décembre 2012 adressée à la Banque Laurentienne et la réponse de celle-ci datée du 19 décembre 2012 et reçue le 21 décembre 2012 fournies en réponse à l'engagement 2-IEPE-002.

<sup>4</sup> Voir les extraits du registre comptable relatifs à la Banque HSBC Canada fournis lors du témoignage de M. Éric Giguère le 12 décembre 2012, la lettre du 13 décembre 2012 adressée à la Banque HSBC Canada et la réponse de celle-ci datée du 11 février 2013 et reçue le 13 février 2013 fournies en réponse aux engagements 2-IEPE-001 et 2-IEPE-002.

<sup>5</sup> Témoignage de M. Luc Leclerc, 31 octobre 2012, aux pp 227-229, 1<sup>er</sup> novembre 2012, aux pp 75, 79-80, 111 et 194.

Aussitôt l'enquête terminée, ils doivent faire un rapport du résultat de l'enquête et de la preuve reçue au gouvernement, qui ordonne l'adoption des mesures justifiées par la nature de la preuve et du rapport. »

La Commission doit donc se limiter à rapporter les faits qui ont été prouvés devant elle, sans toutefois faire des déductions ou inférences qui elles n'auraient pas été prouvées.

Dans le cas de M. Éric Giguère, même si la Commission en venait à la conclusion qu'il aurait été présent à une rencontre avec des concurrents de l'industrie dans laquelle il oeuvrait ou qu'il aurait offert ou fourni des cadeaux à des fonctionnaires, nous vous soumettons que cette preuve ne permet pas de tirer une conclusion ou une inférence négative selon laquelle M. Éric Giguère aurait participé à un système de partage des contrats ou de collusion en l'absence d'une preuve satisfaisante de sa participation à de telles pratiques, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

De même, la Commission ne saurait tirer de cette preuve des conclusions défavorables qui équivaldraient à celles que serait appelé à tirer un tribunal compétent en matière d'infraction pénale ou criminelle.

- Charles-Maxime Panaccio, *La détermination des faits et de la responsabilité par les commissions d'enquête*, Colloque sur les organismes d'enquête, Actes de la formation juridique permanente 2009, Vol. 6, ABC, à la p 91 :

« Quoi qu'il en soit, la jurisprudence canadienne contient nombre d'affirmations concernant certaines différences entre procès et commissions d'enquêtes relatives aux normes régissant l'établissement des faits. Ainsi, les tribunaux ont affirmé avec constance que les commissions d'enquête sont autorisées à appliquer un standard de preuve qui n'est même pas aussi exigeant que celui de la prépondérance des probabilités du procès civil, et qu'elles n'ont pas à s'embarasser de certaines règles d'admissibilité comme celles relatives à la preuve par ouï-dire ou aux témoignages d'opinion. Cette différence de standard serait justifiée par le fait qu'une commission ne fait que « déterminer les faits » et fait des recommandations à des fins de politique publique (de « policy »), alors qu'un tribunal a pour fonction de tirer des conclusions d'ordre juridique afin de régler un litige concernant les droits des parties, ce qui pourra s'assortir d'ordonnances coercitives. Bref, en raison des intérêts en jeu, une commission d'enquête n'adoptera pas la même approche que les tribunaux judiciaires quant à la recherche de la vérité. » [Nos soulignés.]

Or, à la lecture des conclusions défavorables énoncées dans le préavis amendé reçu par M. Éric Giguère, celles-ci semblent manifestement constituer des conclusions que seul un tribunal compétent appelé à se prononcer sur la responsabilité pénale ou criminelle d'entités ou d'individus pourrait tirer. Ces conclusions défavorables sont donc *ultra vires* de la compétence octroyée à la Commission et ne sauraient être incluses dans son rapport.

#### **L'absence de force probante de la preuve administrée**

Nous vous soumettons que l'évaluation de la force probante de la preuve administrée devant une commission d'enquête doit tenir compte des règles d'admissibilité des éléments de preuve en cause.

En l'espèce, les témoignages des concurrents de l'industrie ou encore, des représentants des Villes de Montréal ou de Laval sont composés essentiellement de ouï-dire, d'informations dont les témoins n'ont pas personnellement connaissance ou encore, d'allégations vagues et imprécises qui ne visent pas spécifiquement M. Éric Giguère.

Il serait injuste de considérer cette preuve alors qu'elle est si peu fiable et d'en tirer des conclusions défavorables à l'égard de M. Éric Giguère :

- Ted Ratushny, *The Conduct of Public Inquiries*, Irwin Law, 2009, p. 323-324 :

c) Hearsay

[...] A commission of inquiry need not go through these gymnastics [determining whether the evidence is hearsay] in dealing with hearsay evidence. It may simply ask what the value of the evidence is and how fair would it be to consider it. Unless there are compelling reasons for considering hearsay statements, it often will be better not to clutter the record with them. Where they are accepted, the parties will have the opportunity to make final submissions on the weight, if any, to be given to them. [Nous soulignons]

Enfin, les témoignages rendus n'ont pas été corroborés ou ont carrément été contredits. En effet, aucune preuve matérielle ou testimoniale pertinente n'a été invoquée devant la Commission afin de corroborer les témoignages de MM. Roger Desbois, Gilles Thériberge ou Normand Bédard. De même, le témoignage de M. Luc Leclerc relativement aux voyages qui auraient eu lieu a été contredit non seulement par M. Éric Giguère, mais également par M. Yves Themens. M. Leclerc a également manifesté du mécontentement à l'égard de M. Éric Giguère qui lui aurait offert, selon lui, un emploi en-deçà de ses compétences, ce qui a pour effet de minimiser la crédibilité devant être accordée à ce témoignage.

- Yves Ouellette, *Les commissions d'enquête quasi policières : problèmes de procédure et de preuve*, Développements récents sur les commissions d'enquête, Service de la formation permanente du Barreau du Québec, 1998, vol 103, p. 53 et ss. :

### III- L'AUTONOMIE DU RÉGIME DE PREUVE

[...] A) La commission doit appuyer ses recommandations ou son rapport sur de la preuve évaluée

Alors qu'un grand nombre d'organismes administratifs rendent des décisions sommairement et sur dossier, en se fondant sur de l'information ou des renseignements, et non sur de la preuve, l'article 6 de la Loi sur les commissions d'enquête impose aux commissions l'obligation de fonder leur rapport sur de la preuve.

Agir selon la preuve signifie que la commission doit fonder ses conclusions sur des informations fiables, qui démontrent logiquement l'existence ou l'inexistence de faits pertinents; cette obligation de rigueur comporte plusieurs conséquences :

- La commission doit fonder ses conclusions sur de la preuve évaluée et ayant une certaine valeur probante et elle excéderait ses pouvoirs en tirant des conclusions en l'absence de preuve fiable.

- Le standard de preuve alors applicable est celui du droit civil, la prépondérance de probabilités, en tenant compte du fait qu'à l'intérieur de cette norme générale, il peut y avoir place pour plusieurs degrés de probabilité.

B) L'application des règles techniques d'exclusion de la preuve, sous réserve des principes d'équité procédurale

La loi du Québec n'étend pas aux commissions quasi policières les règles techniques d'exclusion de la preuve. Par son silence, le législateur a voulu laisser les commissaires maîtres de leur preuve. Le principe de l'autonomie, reconnu par la jurisprudence aux tribunaux administratifs, s'applique a fortiori à ces commissions qui ne rendent aucune décision; toute preuve raisonnablement pertinente et fiable sera donc admissible, sous réserve des principes d'équité procédurale et des règles concernant les privilèges. [...] [Nous soulignons]

#### IV- LE RAPPORT

Le rapport d'une commission d'enquête quasi policière n'est pas un jugement; il ne doit pas en avoir la tonalité remédiate ou punitive. Mais l'obligation de fonder les recommandations sur de la preuve évaluée implique une mesure de rigueur dans l'analyse de la preuve et dans bien des cas, il pourra s'avérer difficile de rapporter les faits sans juger implicitement les personnes ou les comportements. Se pose donc le problème du contenu du rapport et de sa contestation.

##### Le contenu du rapport

[...] Le [sic] loi du Québec ne comporte pas de texte semblable à l'article 13 de la loi fédérale. Le seul devoir d'une commission est de « faire rapport du résultat de l'enquête et de la preuve reçue au gouvernement » (art. 6). Le mandat de chaque commission lui attribue généralement, au surplus, compétence pour faire des recommandations. Il n'est pas certain que la compétence pour faire des recommandations. Il n'est pas certain que la compétence pour « faire rapport de la preuve reçue » comporte implicitement celle de tirer des déductions.

L'article 6 devrait s'interpréter selon son sens ordinaire. Il ne confère probablement pas compétence à une commission pour faire plus que tirer des conclusions de fait primaires; il ne l'autorise pas à tirer des inférences, comme par exemple conclure qu'il y a manquement à une norme de conduite non écrite et que les commissaires s'autoriseraient à créer de tout pièce à partir de leurs valeurs personnelles. Pareille inférence serait de la nature d'un jugement ou d'un blâme et conduirait la commission à s'attribuer un rôle de quasi-législateur. Cette interprétation de l'article 6 se justifie encore davantage lorsqu'une enquête porte sur la conduite de personnes déjà assujetties à un corpus complet de normes écrites de conduite. Toute déduction d'une commission d'enquête sur la conduite d'une telle personne pourrait équivaloir à usurper les attributions de l'autorité disciplinaire ou hiérarchique, et ce en l'absence de tout recours administratif ou quasi judiciaire. [Nos soulignés.]

Par conséquent, la Commission ne dispose pas d'informations suffisamment fiables et probantes lui permettant de tirer des conclusions négatives à l'égard de M. Éric Giguère.

#### **Le préjudice sérieux et irréparable**

L'article 41 des *Règles de procédure de la Commission* prévoit spécifiquement que la valeur probante des éléments de preuve doit s'apprécier eu égard aux conséquences de son admission.

« 41. Les commissaires peuvent recevoir toute preuve qu'ils jugent pertinente au mandat de la Commission, que celle-ci soit admissible devant une cour de justice ou non, en prenant soin d'apprécier sa valeur probante eu égard aux conséquences de son admission et en respectant les droits fondamentaux de son auteur ou des personnes qui peuvent en être affectées. »

Par conséquent, la Commission se doit de considérer le préjudice sérieux et irréparable qui serait causé à M. Éric Giguère, dans l'éventualité où celle-ci tirerait des conclusions défavorables ou de mauvaise conduite à son égard.


Il importe de souligner que l'ensemble des allégations formulées devant la Commission à l'encontre de M. Éric Giguère, que ce soit par M. Desbois, des concurrents de l'industrie ou des représentants de la Ville de Montréal ou de la Ville de Laval, n'ont donné lieu à aucune poursuite et qu'aucune accusation n'a à ce jour été déposée à l'encontre de M. Éric Giguère.

Dans ce contexte, en l'absence d'une preuve suffisante, nous vous soumettons que la Commission doit se garder de tirer des conclusions défavorables ou de mauvaise conduite de la nature de celles énoncées au préavis amendé. Il serait totalement inacceptable que la réputation de M. Éric Giguère soit entachée par des conclusions à l'effet que ce dernier aurait posé ou participé à des activités illicites, alors que la preuve administrée à cet effet ne serait pas crédible et qu'en tout état de cause elle serait nettement insuffisante pour conclure de la sorte.

### **Conclusion**

Nous tenons à vous réitérer l'entière collaboration de notre client et de la soussignée dans ce dossier d'une extrême importance pour celui-ci et vous prions de recevoir, chère consœur, nos salutations distinguées.

**Dentons Canada S.E.N.C.R.L.**



Mélisa Thibault  
Avocate

p.j.